

gâchis. J'admets le bon esprit du bill et les excellentes intentions du ministre; mais qu'avons-nous à espérer si les choses se passent en Angleterre de la façon que le rapport en question le donne à entendre? Et remarquez-le bien, il ne s'agit que d'une seule industrie. à venir jusqu'aujourd'hui, et avec la prudence qui caractérise tous ses actes, l'Angleterre a inauguré des projets qui concernent uniquement les produits de la laiterie, les porcs, les pommes de terre, le houblon et une autre denrée, si j'ai bonne mémoire.

Ici, au Canada, nous nous proposons de régler la production et la vente de tous les produits de la ferme et de la pêche,—un vaste domaine,—et je suggère qu'il serait préférable d'y aller plus en douceur en attendant de nous rendre compte de quelle façon le régime fonctionnera. J'ai cru bon de faire consigner au harsard cette partie du rapport afin de faire voir les nombreuses éventualités qui s'offrent de tout bouleverser et de désorganiser le marché de même que n'importe quelle industrie.

M. MULLINS: Lors de la présentation du bill en discussion, il ne me disait rien qui vaille; je redoutais beaucoup les répercussions qu'il pourrait avoir. Cependant, après avoir écouté les divers arguments apportés à l'encontre de la mesure et en tenant compte de la situation actuelle, je l'approuve sans réserve. Je me demande si l'ex-ministre de l'Agriculture (M. Motherwell) sait que l'on expédie du bétail de rebut sur le marché anglais? Pour la gouverne de mon honorable ami, je lui apprendrai que l'on a expédié de Montréal au Royaume-Uni, il n'y a pas longtemps, une cargaison de bestiaux que l'on aurait mieux fait de garder au pays. Je suis obligé, et je le regrette, de faire retomber sur les épaules de mon honorable ami la responsabilité d'un pareil état de choses; de fait, c'est lui qui a abrogé la coutume d'envoyer aux quatre coins du pays des reproducteurs de pure race. Mon honorable ami le sait fort bien, il est responsable de l'abolition de cette politique.

L'hon. M. MOTHERWELL: Vous parlez à tort et à travers.

M. MULLINS: Et il a laissé le cultivateur canadien avec un tas de rebuts pour en composer son troupeau. Vous pouvez parcourir le pays d'ici aux montagnes Rocheuses et je vous mets au défi de pouvoir charger un train avec du bétail convenable pour le marché britannique. Le projet devra être assurément de quelque utilité s'il permet de restreindre l'exportation de ce bétail de rebut qui ne convient pas du tout au marché anglais.

[M. Neill.]

Le très honorable chef de l'opposition a parlé des gens qui jettent à la mer le café et les agneaux. Eh bien! si l'on pouvait jeter à la mer tout le bétail de mauvaise qualité qui est expédié en Angleterre, m'est avis que l'on ferait une faveur au Canada.

Je ne puis comprendre le but que l'on vise en s'opposant ainsi à l'adoption de la loi en discussion. Quel but poursuit-on? Si le bill est dans l'intérêt de la classe agricole; s'il est avantageux pour l'agriculture, parce qu'il mettra un terme à l'exportation des produits inférieurs de toute catégorie à part le bétail sur pied, pour quelle raison refuserions-nous de la voter? Je parle tout particulièrement du bétail sur pied, parce que c'est l'industrie à laquelle j'ai consacré ma vie et qu'il constitue l'un des principaux produits du Canada. Je défie n'importe quel honorable membre de la gauche, qui s'occupe d'agriculture, de soutenir que les cultivateurs peuvent réussir sans l'élevage et j'ai constamment prêché cette doctrine depuis que j'occupe un siège ici.

Je n'avais pas l'intention de revenir sur cette question, mais je n'ai pu m'abstenir de la remettre sur le tapis après avoir vu cette cargaison de bétail partie de Montréal à destination du marché anglais,—une cargaison qui ne convient pas à ce marché.

Le chef de l'opposition a fait allusion à certains prédicateurs. Ils sont à leur place au temple, mais je leur suggère de lire le chapitre de la Bible où il est question du marché que Jacob a conclu avec Laban afin de prendre soin de son troupeau. Quoiqu'il en soit, je ne puis que déplorer l'abandon par l'ex-ministre de l'Agriculture de la politique comportant la distribution des reproducteurs de pure race.

Je vois mon honorable ami de Lisgar (M. Brown) qui, je le sais, a déjà été ministre du culte dans l'Ouest. Il sait ce dont il s'agit; il sait de quelle qualité inférieure sont les animaux des fermes de l'Ouest. Il sait, de plus, que tout cela il faut l'attribuer à ce qu'a fait l'ancien ministre de l'Agriculture et je ne puis m'expliquer pourquoi il s'est si vivement opposé à ce bill. Lorsque le bill a été déposé, j'y étais aussi opposé que quiconque, mais plus je l'examine, plus je constate qu'il est à l'avantage du cultivateur d'imposer une restriction au sujet de cette marchandise. Je prétends qu'il n'est pas loyal de faire cette opposition à la mesure et de prolonger ainsi une session qui entraîne de grands frais. Adoptons le bill; le cultivateur en bénéficiera et il fera cesser l'exportation d'animaux de qualité inférieure au marché anglais.

M. BEAUBIEN: L'honorable député de Régina (M. Turnbull) se complait toujours